

CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU

MARDI 11 JUIN 2024

RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Ce rapport, qui relate la situation morale et financière de l'établissement, a été établi en application de l'article 7 des statuts de la Fondation.

SITUATION FINANCIÈRE

Les dons s'établissent à 10 209 613 € en 2023 contre 9 869 808 € en 2022,

Année	2019	Var. %	2020	Var. %	2021	Var. %	2022	Var. %	2023
Dons reçus	9 291 984	5,8%	9 829 380	4,2%	10 240 587	-3,6%	9 869 808	3,4%	10 209 613

Une grande partie des dons, soit 7 675 816 € (75 % du total des dons reçus), est affectée par les donateurs à des diocèses, à des instituts religieux ou à des structures participant aux actions sociales de l'Eglise.

Depuis le 30 juin 2004, les interventions de la Fondation se font par un versement aux diocèses et institutions religieuses sur production d'une attestation sur l'honneur de l'emploi des fonds conformément à l'objet de la Fondation. Dans un souci d'une meilleure efficacité de l'action de la Fondation, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, les diocèses et institutions religieuses doivent justifier, pour les dons annuels supérieurs à 25 000 €, les dépenses engagées par l'envoi, en complément de l'attestation sur l'honneur, des copies des pièces comptables relatives aux dépenses effectuées.

Pour les dons non affectés ou désignant nommément la Fondation, les fonds sont utilisés, sur présentation de dossiers et après délibération et décision de la Commission d'Entraide Sociale et/ou du Conseil d'administration, pour venir en aide à des projets de construction, de rénovation ou d'équipement de lieux d'accueil et de vie de prêtres, religieux ou religieuses âgés mais aussi de laïcs. Ils peuvent également être utilisés, toujours sur décision du Conseil d'administration ou, par délégation, de la Commission d'Entraide Sociale, pour prendre en charge des dépenses à caractère sanitaire et/ou social.

Grâce à cette générosité, les actions sociales de la Fondation ont donc pu se poursuivre au cours de l'année 2023. Les aides versées en 2023 par la Fondation s'élèvent à 10 476 124 € contre à 9 213 096 € en 2022 soit en hausse de 13,7 % (hausse des aides versées de 32 % en 2023).

Les subventions accordées et comptabilisées cette année se répartissent comme suit :

- Subvention de 200 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 mars 2023 à la demande de l'Abbaye Notre Dame de Triors (26) pour la construction d'une infirmerie.
- Subvention de 1 600 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 mars 2023 à la demande de l'Association Diocésaine de Valence au bénéfice du Père André (65 ans) avec l'aménagement de la salle de bains, à savoir la dépose de la baignoire au profit d'une douche au sol équipé d'un siège et de barre d'appui).
- Subvention de 5 666 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 mars 2023 à la demande de l'Association Diocésaine du Puy pour le financement d'un colloque national destiné aux assistants sociaux sur le thème de l'accompagnement des prêtres auteurs d'infractions.
- Subvention de 30 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 mars 2023 à la demande de l'Abbaye Notre Dame à Tournay (65) pour des travaux de rénovation et de mise aux normes de l'ascenseur.
- Subvention de 22 326.40 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 mars 2023 à la demande de la Communauté du Chemin Neuf pour la Résidence les Bleuets du Pilat à Pelussin (42) pour des travaux de mise en conformité et d'achat d'équipement coûteux, à savoir des travaux de réaménagement dans les chambres ainsi que pour l'achat d'un nouvel monte-personne.
- Subvention de 8 997 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 mars 2023 à la demande de la Délégation Catholique pour la Coopération pour une aide à cotisations sociales pour 10 volontaires.

- Subvention de 50 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 14 juin 2023 à la demande de la Congrégation du Saint-Sacrement à Valence (26) pour des travaux de rénovation et d'amélioration des conditions de vie avec la création de chambres avec wc et douche au sol dans chaque chambre.
- Subvention de 10 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 14 juin 2023 à la demande de la Congrégation des Sœurs de la Providence à Mauges-sur-Loire (49) pour l'achat d'équipement coûteux, à savoir équiper 3 portes donnant sur l'extérieur d'une motorisation à destination des sœurs en fauteuil et/ou en déambulateur.
- Subvention de 18 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 14 juin 2023 à la demande de l'Abbaye Notre Dame à Faremoutiers (77) au bénéfice de l'EHPAD pour la transformation d'un local en un espace dédié aux activités et aux échanges des sœurs (espace de travail, de loisirs et de partage).
- Subvention de 7 250 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 14 juin 2023 à la demande de l'Association Diocésaine de Limoges pour des travaux de réhabilitation et d'amélioration des conditions de vie par la rénovation complète de la cuisine et de la salle à manger au bénéfice du foyer de l'Association Diocésaine.
- Subvention de 216 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2023 à la demande de l'Association la Maison Barnabé à Villeneuve-lès-Avignon (30) au bénéfice de la maison d'Accueil Familial à Vauvert pour des travaux de rénovation avec la création de 3 chambres et d'un appartement.
- Subvention de 16 072 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2023 à la demande de la Maison des Sœurs Aînées Village du Mont-Carmel à Avranches (50) pour l'achat de mobiliers, le changement complet de tables et des chaises du réfectoire de la maison des sœurs aînées.
- Subvention de 50 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2023 à la demande de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Marc à GUEBERSCHWIR (68) pour la création d'une infirmerie.
- Subvention de 60 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2023 à la demande de l'EHPAD des Buers à Villeurbanne (69) pour l'achat d'équipement coûteux, le changement complet du système d'appels malades.
- Subvention de 1 500 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2023 dans le cadre du Fonds de soutien aux Diocèses pour le règlement des cotisations à 12 Diocèses :

L'association Diocésaine d'Albi pour 75 000 euros

L'association Diocésaine de Belley-Ars pour 225 000 euros

L'association Diocésaine de Carcassonne pour 80 000 euros

L'association Diocésaine de Saint-Denis pour 185 000 euros

L'association Diocésaine de Saint-Etienne pour 165 000 euros

L'association Diocésaine de Blois pour 95 000 euros

L'Association Diocésaine du Puy pour 60 000 euros

L'association Diocésaine de Nevers pour 40 000 euros

L'association Diocésaine de Saint-Flour pour 80 000 euros

L'association Diocésaine de Troyes pour 10 000 euros

L'association Diocésaine de Sens-Auxerre pour 45 000 euros

L'association Diocésaine de Pontoise pour 350 000 euros

- Subvention de 115 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2023 à la demande de l'Eparchie Ukrainienne Saint-Volodymyr le Grand de Paris pour une aide pour le règlement des cotisations sociales.
- Subvention de 100 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2023 à la demande de l'Association Notre Dame de Joie au bénéfice de l'EHPAD Notre Dame de Joie à Chartres pour des travaux de rénovation, réfection d'étanchéité sur le toit du bâtiment.
- Subvention de 100 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2023 à la demande de l'Association Notre Dame de Joie au bénéfice de l'EHPAD Le Domaine de la Cadène à Toulouse pour l'achat d'équipement coûteux, le changement complet du système d'appels malades.
- Subvention de 78 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2023 à la demande de l'Association Diocésaine de Meaux au bénéfice du Centre Pastoral Notre Dame du Val à Bussy-Saint-Georges (77) pour des travaux d'extension avec la création d'un appartement aux normes PMR.
- Subvention de 100 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 novembre 2023 à la demande de l'Association pour l'Entraide, le Partage et la Solidarité (APEPS) au bénéfice de l'EHPAD le Hameau des Accates à Marseille (13) pour des travaux de rénovation et d'extension de la salle d'activité de l'EHPAD.
- Subvention de 40 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 novembre 2023 à la demande du Monastère des Bénédictines à Saint-Thierry (51) pour des travaux d'adaptation des lieux de vie du monastère par le réaménagement du réfectoire ainsi qu'une isolation thermique et phonique.
- Proposition d'un prêt de 250 000 euros sur 15 ans ainsi qu'une subvention de 30 000 euros par la Commission du 28 novembre 2023 à la demande du Congrégation des Sœurs de la Providence à Ruillé-sur-Loir (72) pour des travaux de rénovation et de mise en conformité sur une partie du bâtiment de la maison-mère en aménageant 20 chambres à destination des sœurs âgées.
- Subvention de 70 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 novembre 2023 à la demande de la CORREF pour le financement de la poursuite du travail pour instaurer une structure d'accompagnement en France des Instituts en fin de vie avec des sœurs et des frères âgés.
- Subvention de 110 000 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 septembre 2023 à la demande de l'Association Notre Dame de Joie au bénéfice de l'EHPAD Le Domaine de la Cadène à Toulouse (31) pour une assistance administrative.
- Subvention de 6 125 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 septembre 2023 à la demande de l'Association Notre Dame de Joie au bénéfice de l'EHPAD Le Domaine de la Cadène à Toulouse (31) pour de l'achat d'équipement coûteux, par l'acquisition du vélo-balade interactif dans une démarche d'activité physique mais aussi d'animation.
- Subvention de 4 700 euros accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 28 novembre 2023 à la demande de l'Association Diocésaine de Pontoise au bénéfice du Père Philippe 86 ans pour des travaux d'adaptation du domicile, l'adaptation de sa salle de bains.

### **SITUATION MORALE**

Le Conseil d'administration s'est réuni à deux reprises au cours de l'année 2023 : les 14 juin et 28 novembre.

Au cours de ces réunions, le Conseil d'administration a adopté les mesures nécessaires à la gestion courante de l'établissement.

Le Conseil d'administration du 14 juin 2023 a examiné et approuvé les comptes de l'exercice 2022.

Pour sa part, la Commission d'Entraide Sociale s'est réunie à quatre reprises au cours de l'année 2023 :

- 28 mars 2023
- 14 juin 2023
- 15 septembre 2023
- 28 novembre 2023

Vingt-sept dossiers de demandes de subventions ont été présentés ce qui a permis l'attribution de subventions pour un total de 2.235 072€ ainsi que la proposition d'un prêt de 250 000 euros sur 15 ans.

Cette Commission d'Entraide Sociale a été mise en place par le Conseil d'administration du 21 mai 2014 afin de répondre dans les meilleurs délais aux demandes collectives (diocèses, instituts...) ou individuelles. Le fonctionnement, les attributions, les compétences et délégations de cette Commission définis lors de ce Conseil d'administration ont été précisés lors du Conseil d'administration suivant du 22 octobre 2014.

Cette commission a été constituée de cinq membres, jusqu'au mois de juin 2023 : la Sœur Marie-Noël de SÈZE, Vice-présidente, le Père Emmanuel BOUDET, Vice-président, Monsieur Gérard VAULEON, Trésorier, le Frère Thierry-Marie DELARUE et le Docteur Gérard De BATAILLE, administrateurs. A la suite du Conseil d'administration de juin 2023 et de la fin de mandat de Sœur Marie-Noël de SÈZE et Monsieur Gérard VAULEON, la commission a été composée de quatre membres suivants : la Sœur Myriam PEAN DE PONFILLY, Vice-présidente, le Père Emmanuel BOUDET, Vice-président, le Frère Thierry-Marie DELARUE et le Docteur Gérard De BATAILLE, administrateurs.

La Commission présente lors du premier Conseil d'administration de l'année pour l'exercice clos, un compte-rendu de son activité de l'année précédente qui fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration.

Les pouvoirs initialement délégués à la Commission d'Entraide Sociale sont énumérés ci-après :

- Les aides financières aux personnes à hauteur de 20 000,00 € par dossier
- Les aides financières, sous forme de subvention, aux diocèses et instituts à hauteur de 150 000,00 € par demande

- Les aides financières, sous forme de prêt, aux diocèses et instituts à hauteur de 200 000,00 € par demande. Les conditions des prêts seront les suivantes :
  - o Taux fixe
  - o Pour les projets associatifs des diocèses ou instituts : taux de livret A + 0,25 %
  - o Pour les autres structures (de type EHPAD) : taux du livret A + 0,50 %
  - o Durée du prêt ne peut excéder 15 ans

Pour les dossiers dont les demandes seraient en dehors de ces critères, la Commission d'Entraide Sociale sera chargée d'étudier le dossier avant présentation au Conseil d'administration pour décision.

Ces délégations ont été, par le Conseil d'administration du 11 décembre 2018, pour certaines modifiées et pour d'autres adjointes aux compétences de ladite Commission :

- Les aides financières, sous forme de subvention, aux diocèses et instituts sont portées à 200 000,00 € par demande
- Les aides financières, sous forme de prêt, aux diocèses et instituts sont portées à 350 000,00 € par demande.
- Pour les libéralités, dans la limite d'un montant maximum net de 1 000 000,00 € par dossier (pour les montants nets supérieurs à un million d'euros, le Président de la Fondation sera invité à la Commission) :
  - o Examiner la recevabilité des libéralités en faveur de la Fondation,
  - o Accepter ou refuser les libéralités. Pour les « cas atypiques », une consultation des membres du Conseil d'administration est prévue pour l'acceptation,
  - o Procéder à la réalisation des biens mobiliers et immobiliers composant les libéralités,
  - o Orienter et conseiller les institutions bénéficiaires pour l'utilisation des fonds disponibles. Les demandes courantes seront traitées par la Direction et le Pôle Comptabilité, Finances et Contrôle de gestion de l'Union Saint-Martin. En cas de « demandes spécifiques », un contrôle des justificatifs de dépenses des bénéficiaires sera effectué par la Commission d'Entraide Sociale,
  - o Le compte-rendu de l'activité de la Commission d'Entraide Sociale de l'année passée sera complété des décisions prises pour l'acceptation, le refus, la réalisation et l'utilisation des libéralités au cours de l'exercice écoulé.

Le Conseil d'administration du 28 novembre 2023, a précisé de la façon suivante les compétences de ladite Commission pour attributions des legs, donations ou assurances-vie affectés :

- Les demandes concernant des projets (travaux, projet de construction...) seront systématiquement étudiées en commission.

- Les dépenses concernant des cotisations sociales feront quant à elles l'objet d'un traitement par le service Dons&Legs qui étudiera les justificatifs fournis en lien avec le montant à attribuer (bordereaux CAVIMAC, mutuelle...), sans présentation à la Commission d'Entraide Sociale et Dons&Legs.

## GOUVERNANCE

### A) Le Conseil d'administration

Selon l'article 3 des statuts : « *La Fondation est administrée par un Conseil composé de douze membres nommés à l'origine par les fondateurs et ensuite désignés par le Conseil lui-même à l'exception des trois membres de droit qui sont :*

- *un représentant de l'Episcopat désigné par la Conférence des Evêques de France (CEF)*
- *un représentant des instituts religieux désignés par la Conférence des Religieux et Religieuses en France (CORREF)*
- *un représentant de la Mutuelle Saint-Martin »*

La composition du Conseil d'administration de la Fondation est, au 31 décembre 2023, la suivante :

#### Bureau :

##### PRÉSIDENT :

1. Monseigneur Stanislas LALANNE Membre de droit (C.P.E)  
Évêque de PONTOISE  
Diocèse de PONTOISE  
16, chemin de la Pelouse  
95300 PONTOISE

Standard : 01.30.38.34.24  
E.mail : stanislas.lalanne@catholique95.fr  
Secrétaire : Mme Jocelyne MAUROUARD  
E.mail : secretariat.eveque@catholique95.fr  
Mob pro : 06.10.27.21.32

##### VICE-PRÉSIDENT :

2. Père Emmanuel BOUDET Membre de droit (M.S.M.)  
9 passage Raimbaut  
75014 PARIS

Mob : (06) 30 07 64 68  
E. mail : e.boudet@unionsaintmartin.fr

##### VICE-PRÉSIDENTE :

3. Sr Myriam Péan de PONFILLY  
Monastère Sainte Bathilde  
7 rue d'Issy  
92 170 VANVES - FRANCE

Mob: 07 69 61 43 04 / 01 46 42 46 20  
E.mail : soeurmyriam@benedictinesdevanves.fr

##### TRÉSORIER :

4. Monsieur Christian de LAVERNÉE  
1 rue Bosio  
75016 – PARIS

Mob : 06.72.72.84.03  
E.mail : lavernee@wanadoo.fr

##### SECRÉTAIRE :

5. Madame Corinne BOILLEY

Mob : 07.77.79.65.86

4 rue du Panorama  
95170 DEUIL-LA-BARRE

E.mail : corinneboilley@aol.com

ADMINISTRATEURS

6. Monsieur le Docteur Gérard De BATAILLE  
30 boulevard de la Teste  
33120 - ARCACHON

Mob : 06.17.62.42.31  
E.mail : debataille@wanadoo.fr

7. Frère Thierry-Marie DELARUE Bénédictin (osb)  
Abbaye Notre-Dame du Pré  
12 rue Raoul AUVRAY  
76540 VALMONT

Mob : 06.03.83.84.76  
E.mail : fr.thierrymarie@free.fr

8. Monsieur Edouard du PARC  
212 Boulevard du Président Wilson  
33000 BORDEAUX

Mob : 06 61 91 64 90  
E.mail : edouardduparc33@gmail.com

9. Docteur Bertrand GALICHON  
6 boulevard Jean Jaurès  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Mob : 06 14 76 85 63  
E.mail : bertrandgalichon@gmail.com

10. Monsieur Jean-Michel MITHIEUX  
Diocèse de Grenoble-Vienne  
Maison diocésaine  
12 place de Lavalette  
CS 90051  
38028 GRENOBLE Cedex 1

Mob : 06.72.99.92.65  
Tel : 04.38.38.00.38  
E.Mail : jeanmichel.mithieux@diocese-grenoble-vienne.fr  
Assistante : chrystel.torche@diocese-grenoble-vienne.fr  
Assistante : 04.38.38.00.58

11. Père Pierre-Yves PECQUEUX Membre de droit (C.O.R.R.E.F.)  
Secrétaire général adjoint de la CORREF Eudiste  
3 rue Duguay-Trouin  
75006 - PARIS

Mob : 06 08 73 88 97  
E.mail : secgenpecqueux@corref.fr

12. Madame Odile PIERART  
9 avenue de Madrid  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

E.mail : opierart@hotmail.com  
Mob : 06 03 32 11 71

Comme toute fondation reconnue d'utilité publique (FRUP), nos comptes sont certifiés par un Commissaire aux comptes :

Cabinet MAZARS  
Monsieur Jérôme EUSTACHE  
Tour Exaltis  
61, rue Henri Regnault  
92075 PARIS LA DEFENSE Cedex

**B) La Direction**

La Fondation Nationale pour la Protection Sanitaire et Sociale du Clergé de France est membre de l'Union Saint-Martin. Cette dernière assure l'assistance administrative et la direction opérationnelle ainsi que



l'assistance technique suite aux conventions signées les 13 mars 2002 et 16 décembre 2010 modifiées par un avenant en date du 6 décembre 2016.

En 2023, Monsieur Marc GARNIER est Directeur Général de l'Union Saint-Martin.

La Direction de l'Union Saint-Martin assure, entre autres, la préparation des dossiers demandés par le Conseil d'administration de la Fondation, la tenue de la comptabilité et l'établissement du bilan, comptes de résultat et annexe, les relations avec les organismes extérieurs (administration publique, banques, fournisseurs...) et, plus généralement, le bon déroulement opérationnel de la Fondation.

### **GESTION COURANTE DE L'ETABLISSEMENT**

Suite à la libération en 2020 de la totalité de l'apport de la Fondation à la SCI DPS Saint-Martin (2 016 000,00 €) et à la mise en exploitation des deux immeubles de la SCI, le 22 septembre 2020, il a été décidé de représenter la dotation pérenne de la Fondation (1 960 412,63 euros, après affectation du résultat de l'exercice 2019) par les parts de la SCI DPS Saint-Martin.

La Fondation a comptabilisé en 2023 un montant de 49 210,90€ correspondant à l'affectation des parts du résultat excédentaire de la SCI en 2022.

La gestion des réserves financières (portefeuille-titres, contrats de capitalisation, comptes sur livret ou à terme, liquidités) s'est effectuée dans le maintien des conditions de marché défavorables avec un marché « actions » en baisse et un marché « taux » frappé par la remontée rapide des taux d'intérêts.

L'indice parisien (CAC 40) a gagné 16,52 % sur l'année 2023 par rapport à 2022 (de 6 473,76 points au 31 décembre 2022 à 7 543,18 au 31 décembre 2023) après une baisse de 9 % en 2022 par rapport à 2021.

Lors de la réunion du 14 novembre 2013 du Conseil d'administration, les administrateurs ont pris la décision de réorganiser la structure des placements à long terme et de souscrire à deux OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) dûment sélectionnés. A la demande du Conseil d'administration d'octobre 2016, le Bureau du Conseil d'administration a été invité à réfléchir et à modifier, si besoin, la répartition des placements et disponibilités à court et moyen terme. A l'issue de la réunion du 10 janvier 2017, il a été décidé de renforcer ces deux positions :

- FCP (Fonds Commun de Placement) Ethica, OPCVM actions, 27,7 % du portefeuille-titres en valorisation boursière au 31 décembre 2023 (23,8 % en valorisation comptable).

Le FCP Ethica a été créé en 2007 à l'initiative de la Conférence des Evêques de France et la gestion de cet OPCVM a pour objectif une performance à moyen et long terme en investissant sur des

actions d'entreprises qui satisfont aux critères éthiques suivants : le respect des droits de l'homme, de la vie et la promotion de la paix, le respect des droits fondamentaux du travail, le développement du progrès social et de l'emploi, la préservation de l'environnement, le respect des règles de fonctionnement du marché et le respect de règles de bonne gouvernance.

La prise en compte de ces critères viendra s'ajouter à celle de critères financiers classiques dans le but de construire un portefeuille offrant un meilleur couple « repères éthiques/qualités financières » possible.

Sur l'année 2023, la valeur liquidative du titre Ethica est passée de 31 940,10 € au 31 décembre 2022 à 38 659,55 € au 31 décembre 2023, soit une performance annuelle de + 21,03 %.

- FCP Duguay Protection Sociale, OPCVM diversifié, 57,3 % du portefeuille-titres en valorisation boursière au 31 décembre 2023 (62,8 % en valorisation comptable)

Le FCP Duguay Protection Sociale a été créé en 2013 à l'initiative de la Mutuelle Saint-Martin, mutuelle du livre II du Code de la Mutualité, assurant, principalement, la complémentaire santé de plus de 90 % du clergé de France (prêtres, religieux et religieuses) et de la Mutuelle Saint-Martin Action Sociale, mutuelle de livre III du Code de la Mutualité, ayant pour mission d'offrir des aides à destination des adhérents de la Mutuelle Saint-Martin. Cet OPCVM est investi à 80 % minimum dans des obligations libellées en euros émises par des entités publiques ou privées de l'OCDE et notées dans la catégorie « investment grade » (notation supérieure ou égale à BBB- selon l'échelle Standard & Poors ou équivalent). Les 20 % maximum restant pourront être investis dans des OPCVM Actions ou Obligations (sans condition de notation, ni de localisation).

Sur l'année 2023, la valeur liquidative du titre Duguay Protection Sociale est passée de 1 136,88 € au 31 décembre 2022 à 1 220,01 €, soit une performance de + 7,31 %.

Le FCP Ethica termine l'année sur une plus-value latente de 447 902 € ainsi que le FCP Duguay Protection Sociale qui présente une plus-value latente de 90 255 €. Il n'y a pas eu lieu de constater une provision pour dépréciation au 31 décembre 2023.

En complément de ce portefeuille-titres et pour pouvoir répondre sans tarder aux demandes de subventions et de prêts, la Fondation dispose pour ces placements à court et moyen terme des instruments suivants :

- Contrats de capitalisation souscrits auprès d'AG2R La Mondiale (390 373 €) et d'AEP (999 717 €). Les intérêts nets attribués pour l'exercice ont été respectivement de 0,64 % et 2,10 %.
- Comptes sur livret souscrits auprès du Crédit Mutuel d'Île-de-France (88 392 € et 6 765 €) et de la Société Générale (2 527 561 €).
- Deux compte à Terme souscrits auprès de la Société Générale (2 500 000 € et 750 000 €).

Ces comptes sont destinés à pallier l'absence de rémunération des OPCVM de trésorerie, et sans prendre de risques supplémentaires, à placer les fonds dédiés dans l'attente du versement des aides à destination des diocèses, instituts et autres structures.

### **Actions de communication**

Les actions de communication mises en œuvre ont continué d'être élargies en 2023. Outre la communication traditionnelle sur les dons au travers d'appels aux dons par courrier, réalisés exclusivement à partir de notre fichier de donateurs, des insertions dans plusieurs magazines d'inspiration chrétienne et des spots radio, la Fondation communique dans la presse affinitaire sur les legs et donations. Des actions ciblées sur le recrutement de nouveaux donateurs ont lieu. La Fondation a également continué cette année les opérations relationnelles initiées en 2021 comme l'envoi d'emails pour garder le contact et d'une carte de prière accompagnant les reçus fiscaux. Un traitement spécifique des grands et très grands donateurs est en place. Une grande consultation des donateurs fidèles a été menée lors de l'été 2023. Ce fut l'occasion des les interroger sur les causes majeures qui leur tiennent le plus à cœur, sur de nouvelles initiatives, sur la meilleure manière de soutenir la Fondation, en dehors des dons. Le taux de retour exceptionnel de plus de 13% témoigne de l'intérêt des donateurs pour la mission et les actions de la Fondation.

Le 12 octobre 2023, la soirée des donateurs a rassemblé une centaine de participants à la Maison de la Conférence des Evêques de France. Cette rencontre a été l'occasion de témoigner de plusieurs exemples de réalisations soutenues par la Fondation. Le Parcours Vitalité, porté par l'association Chemins d'Humanité, que la Fondation aide financièrement depuis 2022, a été également explicité. D'autre part, les résultats de la grande consultation des donateurs ont été présentés.

La communication avec les institutions bénéficiaires continue. Le document l'Essentiel a été diffusé à l'automne 2023 aux diocèses, congrégations et instituts. Une communication leur a également été adressée en mai et novembre 2023 les informant de l'appel aux dons.

Depuis le 20 octobre 2010, les donateurs peuvent effectuer un don en ligne sur le site internet de la Fondation. Depuis 2022, les donateurs ont la possibilité d'effectuer un don par virement instantané, en plus du moyen de paiement classique qu'est la carte bancaire. Il leur est désormais possible de réaliser un don mensuel, avec un paiement par carte bancaire ou un paiement par prélèvement mandat SEPA.

Depuis le mois de mai 2016, les donateurs qui choisissent ce moyen de paiement reçoivent par mail le reçu fiscal correspondant dans l'heure qui suit la validation de leur opération sur le site internet de la Fondation.

Pour rappel, la Fondation, sur décision de son Conseil d'administration, s'interdit tout échange de coordonnées de donateurs avec des organismes extérieurs ainsi que tout achat ou vente de fichiers.

### **DONS ET LEGS A LA FONDATION**

Les donateurs ont continué en 2023 à témoigner, à hauteur de leurs moyens et de l'évolution des règles fiscales, de leur générosité envers la Fondation, ses valeurs et les actions qu'elle soutient. Le montant des dons et legs reçus augmentent de 8,6 % et passent de 10 192 975 € en 2022 à 11 070 142 € en 2023.

Ces dons ont donné lieu à la délivrance de reçus fiscaux dont le format est normalisé pour permettre aux donateurs qui le souhaitent de déduire ces versements au titre de l'impôt sur le revenu (article 200 du CGI), de l'impôt sur les sociétés (article 238 bis du CGI) ou de l'impôt sur la fortune immobilière (article 978 du CGI)

La plus grande partie de ces dons a été en faveur des diocèses et institutions religieuses mais la Fondation a reçu pour elle-même 6 798 dons pour un total de 2 533 797 € en 2023 contre 6 718 dons pour un total de 2 805 869 € en 2022, soit une hausse de + 1,2% pour le nombre de dons et une baisse de 9,7% pour le montant total.

Depuis les dispositions prises par le Conseil d'administration du 13 octobre 2005, les aides versées aux diocèses et institutions religieuses ne sont effectuées qu'à réception de l'attestation sur l'honneur dûment complétée et signée). L'application de cette mesure a été scrupuleusement suivie au cours de l'exercice écoulé et contrôlée par le Commissaire aux comptes.

Le Conseil d'administration du 11 mai 2010 a modifié substantiellement les règles d'attribution et de contrôle des aides versées pour les dons affectés aux diocèses et institutions religieuses :

- A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010, pour les dons annuels supérieurs à 25 000,00 €, les diocèses et institutions religieuses doivent, en plus de l'attestation sur l'honneur, adresser les justificatifs de leurs dépenses. La conformité de la demande, tant sur le plan du respect de la limitation que de l'admissibilité des dépenses par rapport à l'objet social de la Fondation a été déléguée au Directeur Général de l'Union Saint-Martin. A cet effet, une liste non exhaustive a été dressée et servira de référence pour la prise de décisions.
- Également, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, une retenue de 2 % pour les frais de fonctionnement de la Fondation est effectuée sur les dons reçus. Ainsi pour un don affecté de 100 €, le diocèse ou l'institution ne pourra disposer que de 98 € pour ses dépenses à caractère sanitaire et/ou social.

Le tableau suivant ci-dessous indique la répartition des dons 2023 en fonction de leurs bénéficiaires ainsi que des fonds dédiés et reversements intervenus sur l'exercice :

Type de structure	Fonds dédiés au 01/01/2023	Collecte 2023	Reversements 2023	Frais de gestion (2 %)	Fonds dédiés au 31/12/2023
Associations diocésaines	1 878 988	4 675 818	4 665 412	93 516	1 795 878
Fondation Nationale du Clergé	-	2 533 797	2 533 797	-	-
Structures participant aux actions sociales de l'Eglise	624 911	939 892	738 844	18 798	807 162
Instituts de religieux	761 481	1 780 362	1 689 178	35 607	817 058
Instituts de religieuses	272 924	279 744	268 114	5 595	278 959
<b>TOTAL</b>	<b>3 538 305</b>	<b>10 209 613</b>	<b>9 895 345</b>	<b>153 516</b>	<b>3 699 056</b>

Au 31 décembre 2023, les legs acceptés et en cours de réalisation sont répartis comme suit entre la Fondation et les diocèses et instituts bénéficiaires.

Bénéficiaire	Nature	Valeur brute au 31/12/2022	Acceptation	Encaissement	Valeur brute au 31/12/2023
FNC	Immobilier	70 333			70 333
	Mobilier	1 049 012	635 949	804 813	880 147
	Assurance-vie	127 796	99 561	227 357	-
D & I	Immobilier	-			-
	Mobilier	337 124		181 745	155 379
	Assurance-vie	26 922		26 922	-
<b>TOTAL</b>		<b>1 611 187</b>	<b>735 510</b>	<b>1 240 838</b>	<b>1 105 860</b>

### PRÊTS SOCIAUX

Au 31 décembre 2023, 5 prêts sont en cours pour un capital restant dû de 337 850 €. Ce montant correspond aux montants initiaux de 16 prêts accordés, soit 2 730 946,80 €, auxquels il convient de retrancher le montant des remboursements effectués, soit 2 393 097,27 €, suivant détail ci-après :

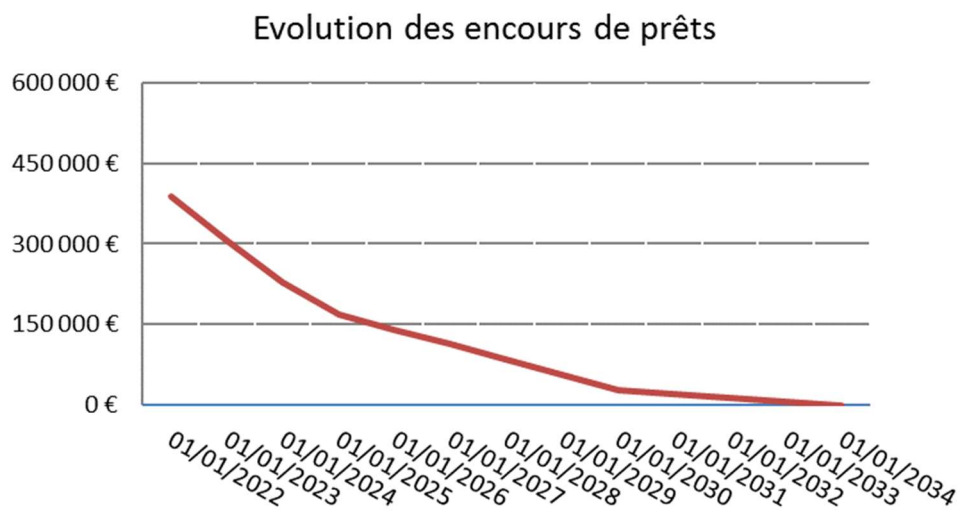
- Monastère du Broussey à Rions,  
prêt de 45 000 €, 45 000 € remboursés.
- SCI Saint-Vosy au Puy en Velay,  
prêt de 150 000 €, 150 000 € remboursés.
- Entreprendre pour Humaniser la Dépendance à Rillieux-La-Pape,  
prêt de 100 000 €, 100 000 € remboursés.
- Association Natalie Doignies à Lille,  
prêt n°1 de 100 000 €, 100 000 € remboursés.
- Association Natalie Doignies à Lille,  
prêt n°2 de 100 000 €, 100 000 € remboursés.
- Association Maison de retraite du Clergé aux Herbiers,  
prêt de 130 000 €, 130 000 € remboursés.
- Diocèse d'Aix et d'Arles à Aix en Provence,  
prêt n° 1 de 71 446 €, 71 446 € remboursés.

- Diocèse d'Aix et d'Arles à Aix en Provence, prêt n° 2 de 18 500 €, 18 500 € remboursés.
- Communauté des Prémontrés de l'Abbaye Saint-Michel de Frigolet à Tarascon, prêt de 100 000 €, 100 000 € remboursés.
- Association « Maison de retraite Marie-Thérèse » à Paris 14<sup>ième</sup>, prêt de 1 000 000 €, 1 000 000 € remboursés.
- Association diocésaine d'Angoulême à Angoulême, prêt de 16 000 €, 16 000 € remboursés.
- Abbaye Notre-Dame de Bonne Espérance à Echourgnac, prêt de 200 000 €, 178 403 € remboursés.
- Association Résidence Saint-Loup à Brienon sur Armançon, prêt de 200 000 €, 101 102 € remboursés.
- Monastère de l'Annonciade à Thiais, prêt de 100 000 €, 51 011 € remboursés.
- Association Diocésaine d'Orléans, prêt de 300 000,00 €, 206 056 € remboursés.
- Association Le Bon Pasteur à Nantes, prêt de 100 000,00 €, 25 581 € remboursés.

Le tableau ci-dessous indique les prévisions de remboursement du capital des 5 prêts restants pour les années 2024, 2025 et 2026. En fonction de ces remboursements, le solde des prêts passera de 337 850 € au 31 décembre 2023 à 141 013 € au 31 décembre 2026 :

	Remboursement capital	Solde prêt
2024	110 598 €	227 251 €
2025	58 802 €	168 450 €
2026	27 437 €	141 013 €

Le remboursement des prêts s'étalera sur les quinze prochaines années et l'encours des prêts évoluera ainsi :



### FRAIS DE GESTION

La Fondation Nationale pour la Protection Sanitaire et Sociale du Clergé de France n'emploie pas directement de salariés, ne dispose pas de locaux propres, ni de mobilier et matériel pour son exploitation. Elle a signé une convention d'assistance administrative et technique avec l'Union Saint-Martin. Cette dernière affecte donc à la gestion de la Fondation tous les moyens techniques nécessaires au bon fonctionnement de la Fondation, notamment en termes de personnel, d'équipements (mobilier et matériels de bureau) et de services (direction, secrétariat, comptabilité, communication ...).

En contrepartie, la Fondation participe, au même titre que les autres entités adhérentes à l'Union Saint-Martin, aux frais de gestion commune. La quote-part des dépenses incombant à la Fondation est calculée, à l'euro près, en fonction de quatre critères : les salaires et charges pour le personnel hors Comité de Direction, la reprographie, l'affranchissement et un dernier critère constitué de l'ensemble des autres charges non incluses dans les trois premiers. Cette dernière partie est répartie selon des clés propres au CODIR établies en fonction de l'exacte répartition du temps de direction qu'il consacre auprès de chaque entité.

Pour ce faire, des compteurs ont donc été mis en place afin de connaître les volumes de photocopie et de timbrage réalisés par les entités adhérentes à l'Union Saint-Martin et les salariés de l'Union Saint-Martin remplissent chaque jour ouvré un tableau indiquant la répartition de leur temps de travail entre chaque entité.

Au terme de ces calculs, le taux de participation de la Fondation aux frais de gestion de l'Union Saint-Martin s'établit à 12,72 % en 2023 contre à 12,51 % en 2022. Ce taux varie chaque année en fonction de l'activité courante de la Fondation mais aussi de travaux exceptionnels que pourraient demander la Fondation.

Pour couvrir ces frais de fonctionnement, le Conseil d'administration du 11 mai 2010 a décidé de retenir, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010, sur les dons affectés une somme correspondant à 2 %. Ainsi, les diocèses et institutions religieuses ne pourront disposer que de 98 % des dons reçus pour leurs dépenses éligibles. Un courrier d'information du Président de la Fondation accompagné d'une liste non exhaustive des dépenses admissibles leur a été adressé afin de les informer des décisions prises.

## CONCLUSION

Après une sortie de crise mondiale due au COVID-19 difficile et une inflation importante, les donateurs de la Fondation et de ses partenaires bénéficiaires (diocèses et instituts religieux) ont poursuivi leur grande générosité avec une augmentation, en 2023 par rapport à 2022, des ressources liées à la générosité du public liés aux dons de + 3,4%.

Il convient de rappeler que les dons que la Fondation a reçus pour elle-même sont en baisse de 9,7% entre 2022 et 2023. Toutefois, les ressources disponibles ont permis à la Fondation de poursuivre ses actions d'actions sociales, qui sont en progression de 32 %. Cela a également permis un reversement des dons affectés à hauteur de 7 361 548 € en augmentation de 7,41 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice ressort bénéficiaire de 167 246 € avec un niveau de fonds propres avant affectation du résultat de plus de 13,4 M€ ce qui permet à la Fondation de poursuivre son activité.

La générosité que nous témoignons depuis plus de 70 ans nos donateurs, nous conforte dans la voie que nous suivons et nous encourage à poursuivre sans relâche nos actions.

○ ○